ASSEMBLÉE NATIONALE

10 janvier 2015

LA CROISSANCE ET L'ACTIVITÉ - (N° 2447)

Adopté

AMENDEMENT

N ° SPE1755

présenté par

M. Ferrand, rapporteur général, Mme Untermaier, rapporteure thématique M. Castaner, rapporteur thématique M. Grandguillaume, rapporteur thématique M. Robiliard, rapporteur thématique M. Savary, rapporteur thématique M. Tourret, rapporteur thématique M. Travert, rapporteur thématique et Mme Valter, rapporteure thématique

ARTICLE 16

Rédiger ainsi les alinéas 7 à 9

« *Art. 1^{er}-I-1.* – Toute personne remplissant les conditions de nationalité, d'aptitude, d'honorabilité, d'expérience et d'assurance est nommée par le ministre de la justice en qualité de commissaire-priseur judiciaire dans les zones où l'implantation d'offices de commissaire-priseur judiciaire ou l'association de commissaires-priseurs judiciaires au sein des offices existants apparaissent utiles pour renforcer la proximité et l'offre de services.

« La nomination peut toutefois être refusée dans les cas prévus à l'article 13 *bis* de la loi n° du pour la croissance et l'activité.

« Un appel à manifestation d'intérêt est organisé dans les zones identifiées conformément au II du même article 13 *bis*. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

En cohérence avec l'amendement de vos rapporteurs portant article additionnel après l'article 13, le présent amendement vise à préciser que la nomination en qualité de commissaire-priseur judiciaire par le ministre de la Justice est de droit (et que l'installation d'un commissaire-priseur judiciaire est donc libre) dans les zones où l'implantation d'offices ou l'association de commissaires-priseurs judiciaires au sein des offices existants apparaissent utiles pour renforcer la proximité et l'offre de services.